

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 30/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Madame LELARD

Les Marchais
28480 Luigny

Références : IC230457/RAPVI/YLM
Code AIOT : 0010008590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement Madame LELARD implanté Les Marchais 28480 Luigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisé dans le cadre de l'action nationale bande des 100 mètres autour des sites SEVESO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Madame LELARD)
- Les Marchais 28480 Luigny
- Code AIOT : 0010008590
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est occupé par la fille de l'ancien propriétaire qui est décédé en 2015.
Le site avait fait l'objet d'une mise en demeure qui avait été soldée.
Le terrain est aujourd'hui utilisé en habitation et jardin.
Il subsiste néanmoins quelques pneus usagés pour un volume estimé à moins de 100m3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale bande des 100 mètres autour des sites SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Action nationale bande des 100 mètres Seveso	Code de l'environnement du 21/02/2023, article R515-90	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le stockage des pneus usagés ne semble pas pouvoir entraîner d'effet domino si un feu se déclarait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action nationale bande des 100 mètres Seveso

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2023, article R515-90
Thème(s) : Risques accidentels, Action nationale bande des 100 mètres Seveso
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Lorsque le préfet dispose d'informations complémentaires à celles fournies par l'exploitant, en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Ces informations comprennent, lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées d'établissements voisins, sites industriels, zones et aménagements. L'exploitant en tient compte pour compléter ou mettre à jour les facteurs susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino.
Constats : Le site n'est plus classé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Il subsiste néanmoins quelques pneus usagés et le terrain est très broussailleux.
Observations : Le jour de la visite, il a été constaté la présence de pneus usagés pour un volume estimé à moins de 100m3. Le stockage de ces pneus ne relève pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, les pneus stockés vus sur le site ne semblent pas pouvoir entraîner d'effet domino si un feu se déclarer. Le terrain est par ailleurs très broussailleux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet